ELECTIONS LEGISLATIVES DU 14 JUIN 1981

4me Circonscription des Yvelines

Union pour la Nouvelle Majorité

RPR-UDF

Choisissez

- le dynamisme
- la compétence
- la responsabilité
- et la liberté.



Marc LAURIOL

Député sortant
Président de la Délégation aux Communautés Européennes
Conseiller Régional
Maire de Davron



Robert BRAME

Conseiller Général
Rapporteur Général du Budget
Conseiller Régional
Maire de Noisy-le-Roi
Suppléant

Candidat d'union de tous les libéraux

Face aux socialo - communistes

votez LAURIOL

Chère Madame, Cher Monsieur,

Dans les heures graves que nous traversons, je m'adresse à vous une nouvelle fois.

Le 10 mai dernier, par 51,75 % des suffrages exprimés, le peuple français a élu M. François MITTERRAND Président de la République. Avec 48 % des suffrages, M. GISCARD D'ESTAING a bénéficié de 70 % des voix « chiraquiennes » du premier tour.

Dans notre 4e circonscription, le Président sortant a obtenu 57,19 % des voix, les 57,38 % de la majorité parlementaire actuelle au premier tour s'étant, pratiquement, toutes reportées sur lui (à 0,19 % près).

Je remercie très sincèrement les électeurs de cette parfaite mobilisation qui a répondu à nos vœux et à nos efforts.

Les Français abordent maintenant les élections législatives. Qu'ils ne s'y trompent pas ! Elles constituent l'ultime « cran de sécurité » prévu par les institutions. Sa mise en œuvre dira si, oui ou non, la France doit changer, non seulement de politique, mais de société. Ensuite, l'avenir sera scellé. En ce sens, **l'élection législative de juin sera plus importante encore, car plus décisive, que l'élection présidentielle.**

Chacun doit prendre conscience de l'enjeu en cause.

D'un côté des programmes dont les expressions les plus modérées comprennent notamment :

— le morcellement de l'Etat par l'institution de pouvoirs régionaux élus au suffrage universel comportant la suppression des Préfets, la création de « conseils de gestion » dans les entreprises publiques et de comités de soldats dans l'armée, etc. ;

— la dislocation de l'économie par le veto étendu des comités d'entreprise, voire des assemblées de salariés et des « sections politiques d'entreprises » ;

— la relance de la lutte des classes ;

— les pouvoirs accrus de la bureaucratie ;

— le refus par les communes socialo-communistes du développement de la liberté d'enseignement ;

— le déficit des finances publiques résultant de dépenses démagogiques non compensées par des recettes, que diminuera d'ailleurs la réduction inopportune du travail des Français ;

— le dirigisme économique par la nationalisation intégrale du crédit ;

— l'extension de la taxation des plus-values ;

— l'évolution « autonomiste » de l'outre-mer français vers une indépendance pourtant repoussée, une fois de plus, en mai 1981, par les populations.

Telles sont quelques-unes des orientations que vous devez connaître. Elles sont éloquentes.

De l'autre côté, le nôtre, un programme libéral, commun aux formations du R.P.R. et de l'U.D.F.

Il prévoit, entre autres points :

La résorption progressive du chômage par la relance des entreprises grâce à la suppression de la taxation des plus-values, de la taxe professionnelle et la réduction générale de 5 % de l'impôt sur le revenu, l'élargissement du crédit à l'investissement, à l'exportation, au logement.

S'y ajoutent de nombreuses mesures sociales telles que l'exonération fiscale des petits revenus (inférieurs à 5 000 F par mois), la création d'un statut social de la mère de famille à partir du 3e enfant avec un salaire parental d'éducation, le respect effectif de l'enseignement libre, la décentralisation administrative, etc.

L'ensemble doit être financé par 30 milliards d'économies dans le train de vie de l'Etat.

Je ne puis ici tout énumérer.

C'est un appel au **sursaut national** que lancent ensemble le R.P.R. et l'U.D.F. sur la base d'un pacte conclu entre eux pour un **changement de politique** assurant l'épanouissement d'une société d'initiative individuelle, de liberté et de responsabilité.

Il est capital que, face aux partis de gauche, ce programme libéral soit opposé en **contrepoids** par le maximum de députés. La **majorité de l'Assemblée Nationale commandera** la présence ou l'absence de ministres communistes au Gouvernement, accordera ou refusera un chèque en blanc à la gauche, donnera ou enlèvera la possibilité pour le Président de la République d'écarter, de tempérer ou d'accélérer un programme collectiviste.

C'est bien le sort du pays que vous tiendrez entre vos mains en juin.

C'est pour contribuer, de toutes mes forces, à barrer la route à la société bureaucratique que je me présente à vos suffrages. Vous me connaissez depuis plus de huit ans. Tous les trois mois je vous rends compte personnellement de mon action. Vous avez pu me juger.

Vous savez combien je suis fidèle à la société libérale.

Vous savez aussi qu'entre mon suppléant, Robert BRAME, Conseiller Général, Rapporteur Général du budget, Conseiller régional, Maire de Noisy-le-Roi, et moi, règne une parfaite union de pensée et d'action.

Vous savez surtout que nous avons toujours, l'un et l'autre, récusé tout esprit de polémique, toute controverse stérile alimentant les querelles devenues coupables aujourd'hui. Nous avons constamment parlé et agi dans un esprit d'unité de la majorité. Nous continuerons plus que jamais, car après comme avant les élections, selon le mot de Jacques CHIRAC, **la victoire sera commune ou ne sera pas.**

Tous ensemble, mais seulement ensemble, nous gagnerons.

Veuillez agréer, Chère Madame, Cher Monsieur, l'assurance de mes sentiments dévoués.

Marc LAURIOL

IMP. DE MARLY-LE-ROI - 78160